

STATUTS DE LA SOCIETE

«QW Lianora Swiss Consulting SA»
(«QW Lianora Swiss Consulting AG»)
(«QW Lianora Swiss Consulting Ltd»)

avec siège à Genève

TITRE I

I. Raison de commerce - Siège - But - Durée

Article 1

Il est formé sous la raison de commerce

«QW Lianora Swiss Consulting SA»
(«QW Lianora Swiss Consulting AG»)
(«QW Lianora Swiss Consulting Ltd»)

une société anonyme qui est régie par les présents statuts et par le titre XXVI du Code des Obligations (ci-après CO).

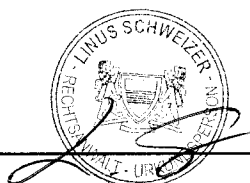
Article 2

Le siège de la société est à Genève

Article 3

La société a pour but principal : «Conseil, gestion et service dans le domaine financier.

Elle peut effectuer toutes opérations en rapport avec cette activité ainsi que toutes opérations de nature à favoriser le but et l'intérêt de la société. Elle peut créer des succursales en Suisse et à l'étranger, participer à d'autres entreprises en Suisse et à l'étranger, acquérir des entreprises visant des buts analogues, fusionner avec de telles entreprises et conclure tous contrats propres à développer ou à atteindre son but ou s'y rapportant directement ou indirectement.».





Article 4

La durée de la société est indéterminée.

TITRE II

Capital-actions

Article 5

Le capital-actions est fixé à la somme de Fr. 100'000.- (cent mille francs suisses).

Il est divisé en 1000 (mille) actions de 100.- chacune, entièrement libérées.

Article 6

Les actions sont **nominatives**.

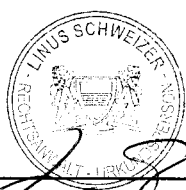
Elles sont numérotées et signées par l'administrateur unique ou deux membres du conseil d'administration.

La cession des actions **au porteur** s'opère par tradition du titre, celle des actions nominatives par remise du titre endossé à l'acquéreur.

Le transfert des actions **nominatives** et la constitution d'un usufruit sur lesdites actions sont subordonnés à l'approbation du conseil d'administration qui peut les refuser dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) s'il existe un juste motif au sens de l'art. 685b al. 2 CO, soit si l'admission de l'acquéreur des titres dans le cercle des actionnaires est incompatible avec le but social ou de nature à compromettre l'indépendance économique de l'entreprise ; est en particulier considéré comme juste motif de refus le fait que des concurrents et/ou des personnes étant, ayant été ou risquant d'être en litige avec la société entendent acquérir des actions de celle-ci. Il en va de même des personnes poursuivant un but en contradiction avec celui poursuivi par la société ;
- b) si la société offre à l'aliénateur de reprendre les actions pour son propre compte, pour le compte d'autres actionnaires ou pour celui de tiers, à leur valeur réelle au moment de la requête ;
- c) si l'acquéreur n'a pas déclaré expressément qu'il reprenait les actions en son propre nom et pour son propre compte.

Si les actions ont été acquises par succession, partage successoral, en vertu du régime matrimonial ou dans une procédure d'exécution forcée, la société ne peut refuser son approbation que si elle offre à l'acquéreur de reprendre les actions en cause à leur valeur réelle (art. 685b al. 4 CO).





L'assemblée générale peut convertir les actions au porteur en actions nominatives et inversement.

Article 7

Chaque action est indivisible à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un propriétaire pour une action.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle des bénéfices nets de la société et du produit de liquidation.

Les actionnaires ne sont tenus que des prestations statutaires et ne répondent pas personnellement des dettes sociales.

Article 8

Conformément à l'article 657 du Code des obligations, la société peut attribuer des bons de jouissance.

TITRE III

Assemblée générale

Article 9

L'assemblée générale des actionnaires est le pouvoir suprême de la société.

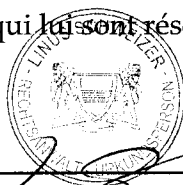
Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires, même non présents ou représentés.

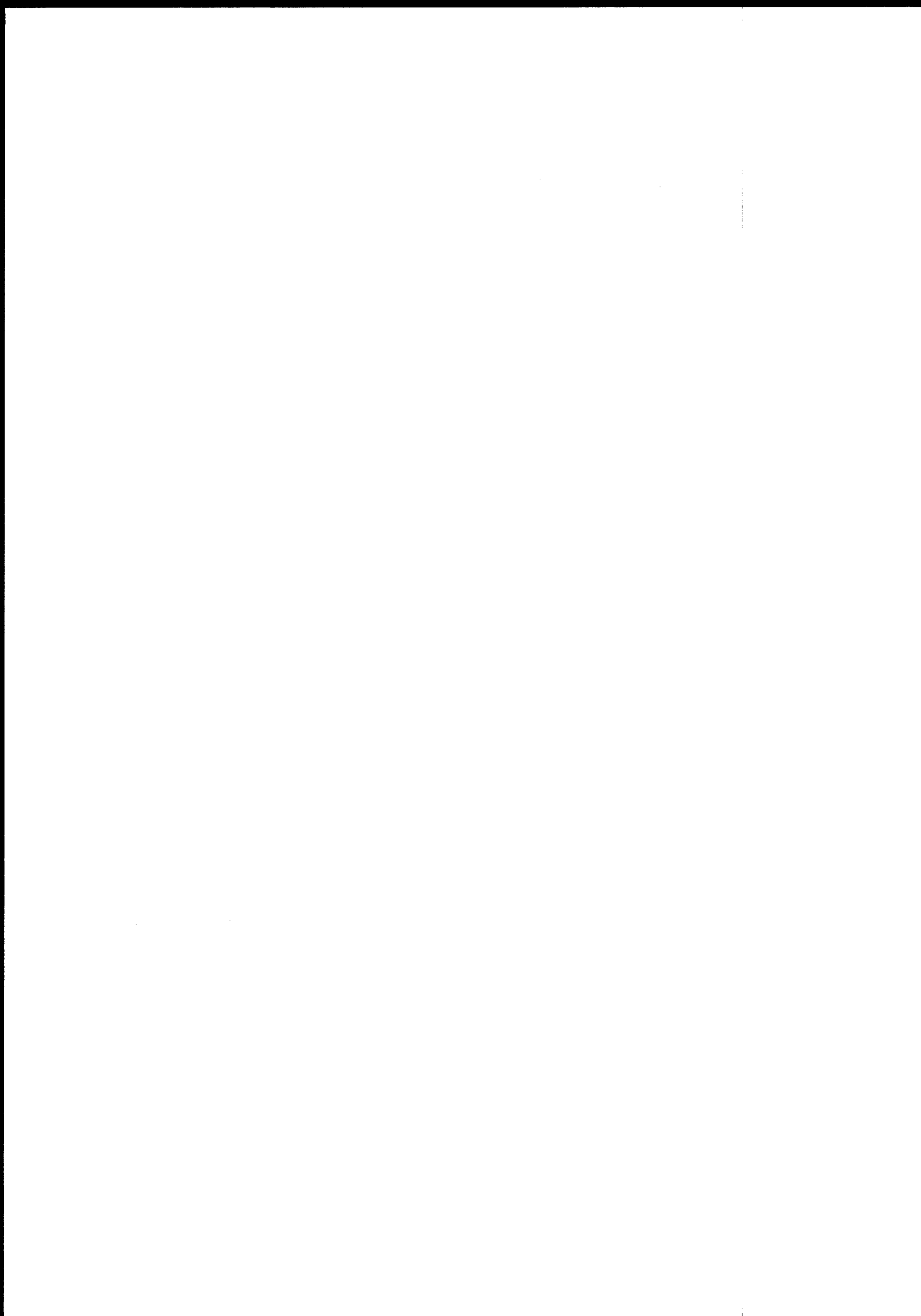
Les décisions de l'assemblée générale qui violent la loi ou les statuts peuvent être attaquées par le conseil d'administration ou par chaque actionnaire dans les conditions prévues aux art. 706 ss CO.

Article 10

L'assemblée générale des actionnaires a le droit intransmissible :

- 1) d'adopter et de modifier les statuts sous réserve des compétences attribuées par la loi au conseil d'administration;
- 2) de nommer et révoquer les membres du conseil d'administration et de l'organe de révision;
- 3) d'approuver le rapport annuel et les comptes annuels, déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier fixer le dividende et les tantièmes;
- 4) de donner décharge aux membres du conseil d'administration;
- 5) de prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts.





Article 11

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice annuel.

Une assemblée générale des actionnaires peut être réunie extraordinairement aussi souvent qu'il est nécessaire.

Les dispositions qui suivent s'appliquent aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Article 12

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration et au besoin, par les réviseurs, les liquidateurs ou les représentants des obligataires.

Un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble dix pour cent au moins du capital-actions peuvent aussi requérir la convocation de l'assemblée générale. La convocation et l'inscription d'un objet à l'ordre du jour doivent être requises par écrit en indiquant les objets de discussion et les propositions.

Article 13

L'assemblée générale est convoquée vingt jours au moins avant la date de sa réunion **par un avis inséré dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce (FOSC) ou par lettre recommandée** envoyée à chacun des actionnaires. La convocation peut également avoir lieu par courriel avec accusé de réception si les adresses électroniques de tous les actionnaires sont connues de la société.

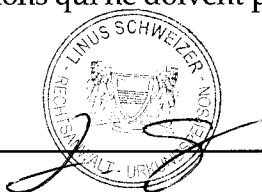
Pour le calcul du délai de convocation, lorsque les convocations sont envoyées par courrier, la date de remise à la poste est déterminante ; le jour de la remise à la poste et celui de l'assemblée ne sont pas comptés. S'agissant des convocations par courriel, la date de remise est la date de l'accusé de réception.

Les objets portés à l'ordre du jour, ainsi que les propositions du conseil d'administration et des actionnaires, sont mentionnés dans la convocation.

Les avis de convocation de l'assemblée générale ordinaire doivent informer les actionnaires que le rapport de gestion et le rapport de révision sont mis à la disposition des actionnaires au siège de la société, au plus tard vingt jours avant l'assemblée ordinaire.

Aucune décision ne peut être prise sur les objets qui n'ont pas été ainsi portés à l'ordre du jour, sauf sur la proposition de convoquer une assemblée générale extraordinaire, d'instituer un contrôle spécial ou d'élire un organe de révision.

Il n'est pas nécessaire d'annoncer à l'avance les propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.





Article 14

Les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions peuvent, s'il n'y a pas d'opposition, tenir une assemblée générale sans observer les formes prévues pour sa convocation.

Aussi longtemps qu'ils sont présents, cette assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'assemblée générale.

Article 15

Peut exercer les droits sociaux liés à l'**action nominative** quiconque y est habilité par son inscription au registre des actions ou par les pouvoirs écrits reçus par l'actionnaire.

Peut exercer les droits sociaux liés à l'**action au porteur** quiconque y est habilité comme possesseur en tant qu'il produit l'action. Le conseil d'administration peut prévoir la production d'un autre titre de possession.

Un actionnaire peut faire représenter ses actions par une personne, actionnaire ou non. Demeurent réservés les art. 689b ss CO.

Article 16

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à son défaut, par un autre administrateur, ou encore à défaut par un actionnaire, nommé par elle.

Le président désigne le secrétaire qui peut être l'officier public ou un non-actionnaire.

Article 17

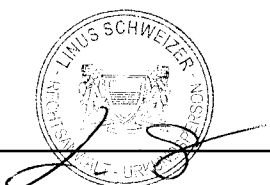
Les actionnaires exercent leur droit de vote à l'assemblée générale, proportionnellement à la valeur nominale de toutes les actions qui leur appartiennent.

Chaque actionnaire a droit à une voix au moins, même s'il ne possède qu'une action.

Article 18

L'assemblée générale est valablement constituée quel que soit le nombre des actionnaires présents ou représentés.

Elle prend ses décisions et à l'exception de la décision de convertir des actions au porteur en action nominatives, soumis à la majorité simple (art. 704 a CO) les autres décisions doivent être prises au moins au deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et à la majorité absolue des valeurs nominales représentées (art. 704 al 1 ch 1 à 8 CO). Si un second tour de scrutin est nécessaire, la majorité relative est suffisante. En cas de partage égal des voix, celle





du président est prépondérante pour :

- la modification du but social,
- l'introduction d'actions à droit de vote privilégié,
- la restriction de la transmissibilité des actions nominatives,
- l'augmentation autorisée ou conditionnelle du capital-actions,
- l'augmentation du capital-actions au moyen de fonds propres, contre apport en nature ou en vue d'une reprise de biens et l'octroi d'avantages particuliers,
- la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel,
- le transfert du siège de la société,
- la dissolution de la société ;
- la conversion des actions au porteur en actions nominatives et vice-versa.

Article 19

Le conseil d'administration prend les mesures nécessaires pour constater le droit de vote des actionnaires.

Il veille à la rédaction du procès-verbal. Celui-ci mentionne :

- 1) le nombre, l'espèce, la valeur nominale et la catégorie des actions représentées par les actionnaires, les organes, ainsi que les représentants indépendants et les représentants dépositaires;
- 2) les décisions et le résultat des élections;
- 3) les demandes de renseignements et les réponses données;
- 4) les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription.

Les actionnaires ont le droit de consulter le procès-verbal.

TITRE IV

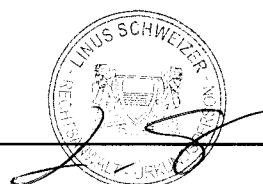
Conseil d'administration

Article 20

La société est administrée par un conseil d'administration composé d'un ou plusieurs membres nommés par l'assemblée générale.

La société doit pouvoir être représentée par une personne domiciliée en Suisse. Un membre du conseil d'administration ou un directeur doit satisfaire à cette exigence.

Article 21





La durée des fonctions des membres du conseil d'administration est de **1 an**.

Les membres du conseil d'administration sont indéfiniment rééligibles.

En cas de pluralité de membres du conseil d'administration, le conseil désigne un président et un secrétaire. Ce dernier n'appartient pas nécessairement au conseil d'administration.

Article 22

Le conseil est convoqué par son président.

Chaque membre du conseil d'administration peut exiger du président, en indiquant les motifs, la convocation immédiate du conseil d'administration à une séance.

Article 23

Si le conseil d'administration se compose de plusieurs membres, les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 24

Il est tenu un procès-verbal des délibérations et des décisions du conseil d'administration, même lorsqu'une seule personne est chargée de l'administration.

En cas de pluralité d'administrateurs, le procès-verbal de chaque séance est signé par le président et le secrétaire. Il doit mentionner les membres présents.

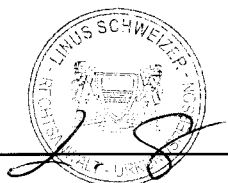
Les décisions du conseil d'administration peuvent également être prises en la forme d'une approbation donnée par écrit ou par courriel à une proposition, à moins que la discussion ne soit requise par l'un des membres. Elles doivent être inscrites dans le procès-verbal.

Article 25

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion de la société. Il exerce tous les droits qui ne sont pas réservés à l'assemblée générale et aux autres organes.

Le conseil d'administration a les attributions **intransmissibles** et **inaliénables** suivantes :

- 1) exercer la haute direction de la société et établir les instructions nécessaires;
- 2) fixer l'organisation;
- 3) fixer les principes de la comptabilité et du contrôle financier, ainsi que le plan financier, pour autant que celui-ci soit nécessaire à la gestion de la société;
- 4) nommer et révoquer les personnes chargées de la gestion et de la représentation;
- 5) exercer la haute surveillance sur les personnes chargées de la gestion pour s'assurer notamment qu'elles observent la loi, les statuts, les règlements et les instructions données;





- 6) établir le rapport de gestion, préparer l'assemblée générale et exécuter ses décisions;
- 7) informer le juge en cas de surendettement.

Le conseil d'administration peut répartir entre ses membres, pris individuellement ou groupés en comités, la charge de préparer et d'exécuter ses décisions ou de surveiller certaines affaires. Il veille à ce que ses membres soient convenablement informés.

Article 26

Le conseil d'administration peut confier tout ou partie de la gestion de la société à un ou plusieurs de ses membres (délégués) ou à des tiers (directeurs), conformément au règlement d'organisation.

Ce règlement fixe les modalités de la gestion, détermine les postes nécessaires, en définit les attributions et règle en particulier l'obligation de faire rapport. A la requête d'actionnaires ou de créanciers de la société qui rendent vraisemblable l'existence d'un intérêt digne de protection, le conseil d'administration les informe par écrit au sujet de l'organisation de la gestion.

Lorsque la gestion n'a pas été déléguée, elle est exercée conjointement par tous les membres du conseil d'administration.

Article 27

Le conseil d'administration peut déléguer le pouvoir de représentation à un ou plusieurs de ses membres (délégués) ou à des tiers (directeurs) auxquels il confère la signature sociale, individuelle ou collective. Un membre au moins du conseil d'administration doit avoir qualité pour représenter la société.

Le conseil d'administration peut également nommer des fondés de procuration et d'autres mandataires commerciaux.

TITRE V

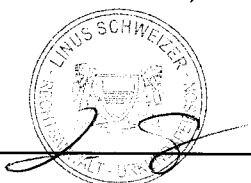
Organe de révision

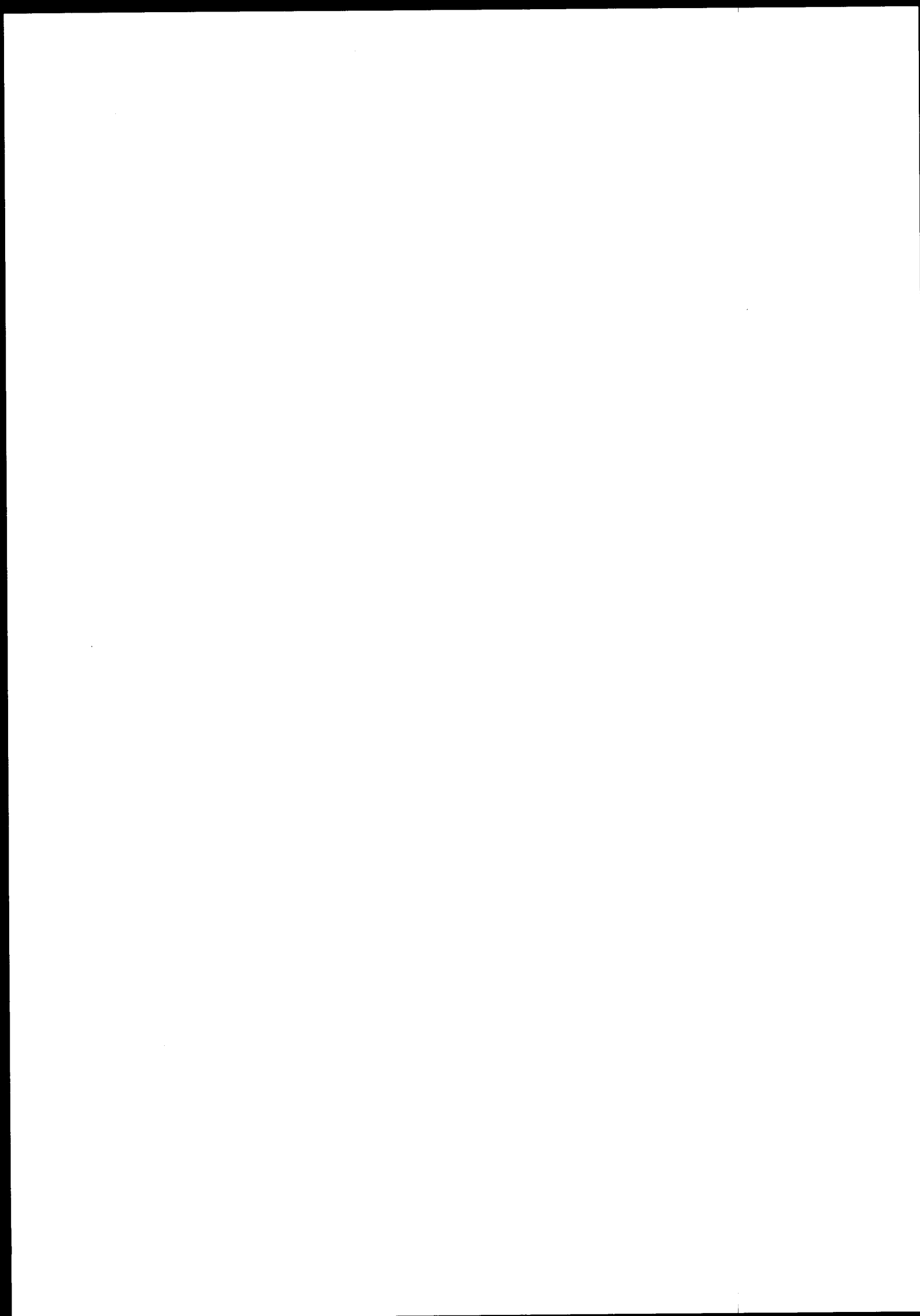
Article 28

L'assemblée générale élit un organe de révision.

Elle peut renoncer à l'élection d'un organe de révision lorsque:

1. la société n'est pas assujettie au contrôle ordinaire;





2. l'ensemble des actionnaires y consent et
3. l'effectif de la société ne dépasse pas 10 emplois à plein temps en moyenne annuelle.

Lorsque les actionnaires ont renoncé au contrôle restreint, cette renonciation est également valable les années qui suivent. Chaque actionnaire a toutefois le droit d'exiger un contrôle restreint et l'élection d'un organe de révision au plus tard 10 jours avant l'assemblée générale. Dans ce cas, l'assemblée des actionnaires ne peut prendre les décisions conformément à l'art. 10 qu'une fois que le rapport de révision est disponible.

Article 29

Sont éligibles comme organe de révision une ou plusieurs personnes physiques ou morales ainsi que les sociétés de personnes.

L'organe de révision doit avoir en Suisse son domicile, son siège ou une succursale inscrite au Registre du Commerce. Lorsque la société a plusieurs organes de révision, l'un au moins doit satisfaire à cette exigence.

Lorsque la société est tenue de soumettre ses comptes annuels au contrôle ordinaire d'un organe de révision en vertu de l'art. 727 al. 1 ch. 2 ou ch. 3 ou al. 2 CO, l'assemblée générale des actionnaires élit comme organe de révision un expert-réviseur agréé au sens de la Loi fédérale sur la surveillance des réviseurs du 16 décembre 2005.

Lorsque la société est tenue de soumettre ses comptes annuels au contrôle restreint d'un organe de révision, l'assemblée des actionnaires élit comme organe de révision un réviseur agréé au sens de la Loi fédérale sur la surveillance des réviseurs du 16 décembre 2005. La renonciation à l'élection d'un organe de révision en vertu de l'art. 28 demeure réservée.

L'organe de révision doit être indépendant au sens de l'art. 728, respectivement 729 CO.

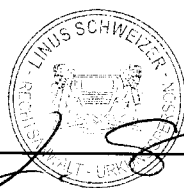
L'organe de révision est élu pour une durée d'un exercice social. Son mandat prend fin avec l'approbation des derniers comptes annuels. Il peut être reconduit dans ses fonctions. L'assemblée des actionnaires peut, en tout temps, révoquer l'organe de révision avec effet immédiat.

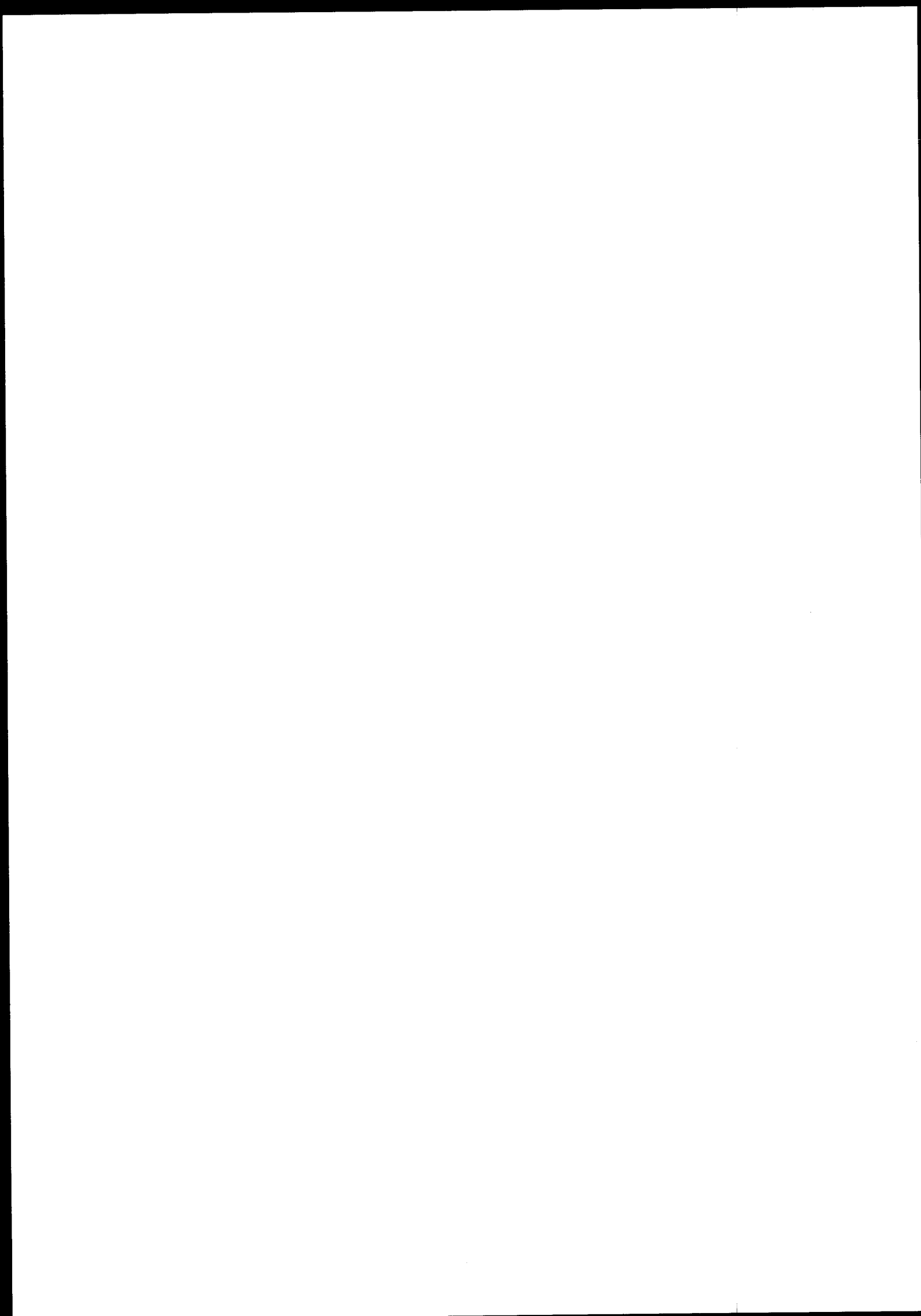
TITRE VI

Comptes annuels - Fonds de réserve - Dividende

Article 30

La date de l'exercice social est fixée par le Conseil d'administration.





Article 31

Il est dressé à la fin de chaque exercice les comptes annuels qui se composent du bilan du compte de profits et pertes et de l'annexe. Ils doivent être établis conformément aux prescriptions légales (notamment aux art. 957 ss et 671 ss CO).

Article 32

Il est prélevé sur le bénéfice net une somme égale au cinq pour cent pour constituer un fonds de réserve général. Ce prélèvement cessera lorsque ce fonds aura atteint le cinquième du capital-actions libéré; il reprendrait son cours si la réserve venait à être entamée.

Le solde du bénéfice net est réparti conformément aux décisions de l'assemblée générale, sur le préavis du conseil d'administration.

Les dispositions impératives de la loi sur les réserves doivent être respectées.

Article 33

Le paiement du dividende a lieu à l'époque fixée par le conseil d'administration. Tout dividende qui n'a pas été réclamé dans les cinq ans dès son exigibilité est prescrit de plein droit au profit de la société.

TITRE VII

Liquidation

Article 34

En cas de dissolution de la société pour d'autres causes que sa faillite ou une décision judiciaire, la liquidation en est opérée par le conseil d'administration, à moins d'une décision contraire de l'assemblée générale.

L'un des liquidateurs doit être domicilié en Suisse et avoir qualité pour représenter la société.

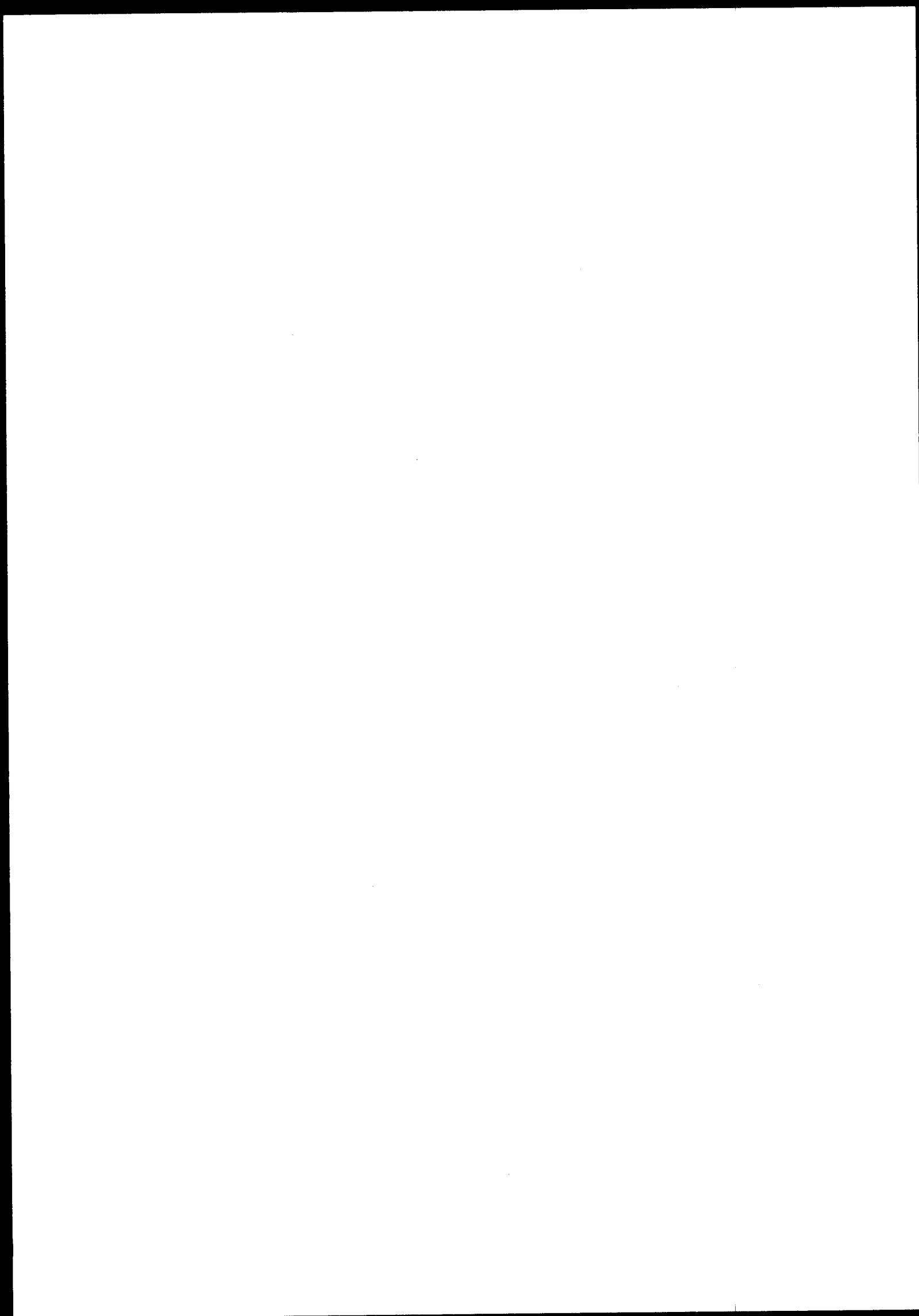
Article 35

Pendant la liquidation, les pouvoirs des organes sont restreints aux actes qui sont nécessaires à cette opération et qui, de par leur nature, ne sont point du ressort des liquidateurs.

L'assemblée générale des actionnaires conserve le droit d'approuver les comptes de la liquidation et d'en donner décharge.

Le ou les liquidateurs sont autorisés à réaliser de gré à gré, s'ils le jugent à propos et sauf





décision contraire de l'assemblée générale, les immeubles qui pourront appartenir à la société. Ils peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée, transférer à des tiers, contre paiement ou autre contre-valeur, l'actif et le passif de la société dissoute.

L'actif disponible, après extinction du passif, est en premier lieu employé à rembourser le capital-actions versé.

Le solde éventuel est réparti suivant la décision de l'assemblée générale.

TITRE VIII

Publications - Communications aux actionnaires - For

Article 36

Les publications de la société sont valablement faites dans la Feuille Officielle Suisse du Commerce (FOSC).

Article 37

Les communications aux actionnaires s'opèrent par écrit ou par courriel, sous réserve de l'art. 13 al. 1 concernant les convocations aux assemblées générales.

Article 38

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant la durée de la société ou sa liquidation, soit entre les actionnaires et la société ou ses administrateurs et réviseurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes en raison des affaires de la société, seront soumises au juge du siège de la société, sous réserve de recours au Tribunal Fédéral.

Statuts adoptés le 8. Juin 2017

.....
Alain Girardet

